



Montreuil, le 25 juin 2018

M. Benjamin RAIGNEAU
DRH du GPF
2, place aux Etoiles
CS 70001
93633 LA PLAINE-SAINT-DENIS

Objet : Demande de Concertation Immédiate

Monsieur le Directeur,

L'annonce de la recapitalisation et de la filialisation de FRET SNCF, le 16 avril dernier, par le Premier ministre, que la Direction de SNCF Mobilités s'est empressée de relayer, reflète parfaitement la stratégie gouvernementale de mettre en œuvre une réforme qui méprise et piétine le service public et les cheminots.

Dès 2003, la CGT avait dénoncé le véritable objectif de la Direction, cautionné par les Gouvernements successifs, à savoir la privatisation à terme de FRET SNCF et la destruction massive d'emplois cheminots.

Les plans de restructuration (plans Véron, Marembaud...), sous couvert d'une prétendue relance du FRET ferroviaire, ont entraîné des années de contraction de l'activité, « d'écrémage des trafics », de fermeture de gares, de triages et la suppression de 60 % des effectifs.

De nombreuses régions ont vu des bassins d'emploi entiers détruits par la disparition du transport de marchandises par le fer et de l'activité économique induite.

Dès que la Direction a décidé de cloisonner le FRET SNCF et de spécialiser les cheminots qui y étaient rattachés sur des missions exclusivement FRET, la CGT a pointé l'absurdité en termes d'organisation du travail, mais aussi le danger portant sur les conditions de travail et l'avenir de ces cheminots isolés au Fret.

La Direction FRET a réalisé un gain de productivité de près de 40% depuis 2011 et + 18 % pour la seule année 2017 en imposant une polyvalence accrue reléguant la sécurité, les conditions de travail à l'accessoire et une forte augmentation des emplois précaires comme l'intérim.

Le « pacte ferroviaire » porté par le Gouvernement trace une trajectoire de productivité encore plus élevée. La filialisation impliquerait une casse massive de l'emploi de l'ordre de 2 000 à 3 000 cheminots et un dynamitage du cadre social actuel !

La présentation du plan d'évolution de Fret SNCF le 26 juin prochain aux élus du CE Fret n'est pas pour rassurer les cheminots. De plus, la direction utilise tous les arguments possibles et imaginables pour justifier une nouvelle casse de l'outil de production et de suppression massive d'emplois, à l'exemple de l'annonce d'une perte financière à hauteur de 80 millions d'euros qui serait soi-disant due au conflit social engagé depuis début avril.

Pour la CGT, il est grand temps qu'une véritable politique de développement du transport de marchandises par le fer soit engagée. Il faut tourner le dos à cette logique mortifère, en gardant à l'esprit qu'on ne réussira pas un report modal en abandonnant tout au marché et à la concurrence, mais en favorisant au contraire une logique de service public.



En réalité, le transport de marchandises par le fer souffre d'un manque de réelle volonté politique et économique de le développer. La concurrence intermodale, largement faussée et injuste, dissuade toute mise en œuvre d'une politique basée sur la complémentarité des modes de transport.

C'est pourquoi, la Fédération CGT des cheminots vous dépose, conformément à l'article 4.2 du chapitre 1 du RHO826, modifié par l'avenant du 13 décembre 2007, une Demande de Concertation Immédiate sur les demandes suivantes :

- L'arrêt du projet de filialisation de Fret SNCF ;
- 12 sites Infrarail seraient soumis à la concurrence à compter du 1^{er} janvier 2019. La CGT demande l'abandon de ce projet et que ces prestations soient toujours assurées en interne par FRET SNCF ou TER pour ce qui est des manœuvres, formation des trains, dessertes, etc. ;
- La reprise du trafic de « wagons isolés » ;
- Le maintien, la réouverture et le développement des chantiers FRET et des triages ;
- Des moyens humains, matériels et financiers ;
- Un véritable service public de transport de marchandises ;
- Le retour à une organisation de la production mutualisée.

Dans l'attente d'être reçus, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos salutations respectueuses.

Laurent BRUN
Secrétaire Général

